



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral du 18 SEP. 2024 mettant en demeure la société SNCF RESEAU, dont le siège social est situé 15 rue Jean-Philippe Rameau à SAINT-DENIS (93200) - Siret : 41228073720375, en qualité de producteur des déchets, de s'assurer et de justifier d'une gestion conforme à la réglementation des déchets pyriteux entreposés hors d'eau sur le site de la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE (CBN) située à ANNEVILLE-AMBOURVILLE et YVILLE-SUR-SEINE (76530) au lieu-dit « Les Sablons ».

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, et en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.541-1-1, L.541-2, L.541-3 et R.541-12-16 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 relatif à la modification des conditions de réaménagement, à l'admission de déblais de chantiers de grandes infrastructures contenant de la pyrite, et à l'acceptation des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle pour le remblayage de la carrière exploitée par la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons » ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 septembre 2024 mettant en demeure la société CBN de procéder à l'ennoiement des déchets pyriteux selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 susvisé ;
- Vu le rapport des inspectrices de l'environnement suite à la visite du 5 juillet 2024 sur le site la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons », conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le document d'acceptation préalable établi par la société SNCF RESEAU et accepté par la société CBN en date du 9 décembre 2019 pour une durée d'un an ;
- Vu le registre des admissions des barges ;
- Vu les résultats d'analyses des déblais acheminés par barges ;
- Vu le rapport d'expertise BRGM/RC-71642-FR du 1^{er} mars 2022 relatif à la tierce expertise du projet de protocole d'admission des déchets pyriteux provenant des chantiers de terrassement profond d'Île-de-France dans la carrière de la société CBN à YVILLE-SUR-SEINE ;

- Vu la note du ministère de la Transition écologique (DGPR) du 3 décembre 2021 relative à la gestion des déblais de chantiers de grandes infrastructures en Ile de France contenant de la pyrite ;
- Vu la réponse transmise par courriel du 3 septembre 2024 par le représentant de la société SNCF RESEAU à la DREAL ;

CONSIDÉRANT

que la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE (CBN) est autorisée à exploiter et remblayer une carrière avec des déchets non dangereux inertes située sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons », et à remblayer les zones dites « en eau » avec des déblais contenant de la pyrite sous réserve que leur acidification n'ait pas été initiée ;

qu'environ 90 000 tonnes de déblais pyriteux (dits « sables de Cuise ») en provenance du chantier « EOLE » ont été mis en remblais sur le site de la carrière durant l'hiver 2019/2020 puis durant l'été 2020, dont une partie a été mise sous eau et le reste hors d'eau ;

que ces déblais pyriteux peuvent être considérés comme des déchets au sens de l'article L.541-1-1 du code de l'environnement et qu'à ce titre les dispositions du livre V du code de l'environnement s'appliquent à ces déblais ;

que ce même article L.541-1-1 du code de l'environnement définit la notion de producteur de déchet et qu'à ce titre SNCF RESEAU prend la qualité de producteur initial de ces déchets ;

que le retour d'expérience sur le site de la société LAFARGE à SANDRANCOURT (78) a montré que ces déblais pyriteux issus dudit chantier n'étaient pas inertes dans le temps et que les conditions actuelles de stockage de la société CBN, c'est-à-dire hors d'eau, ne sont pas suffisantes à long terme pour prévenir un éventuel impact dans l'environnement ;

que, pour prévenir d'éventuels dommages sur l'environnement, la tierce expertise du BRGM du 1^{er} mars 2022 préconise une gestion de ces déchets soit par traitement avec des carbonates, soit par un ennoiment sous eau et que c'est cette dernière solution technique qui a été retenue pour la gestion des déchets pyriteux sur le site d'YVILLE-SUR-SEINE ;

que l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 précité prévoit, dès sa notification, l'immersion sous eau des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site mais hors d'eau ;

que lors de la visite du 5 juillet 2024 sur le site de la carrière de la société CBN situé au lieu-dit « Les Sablons » sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE, l'exploitant :

- a déclaré, aux inspectrices de l'environnement (spécialité installations classées), ne pas avoir commencé les travaux d'ennoiment des 30 000 m³ de déchets pyriteux restants (retard de 2 ans) ;
- a réalisé un plan de repérage mis à jour par sondage en juin 2024 qui a été présenté aux inspectrices, et qui identifie trois zones au sein de la phase 1a dont la cubature entre le toit des sables de Cuise et la cote à 0 m NGF (hors terre de découverte inerte à retirer) est estimée à 32 643 m³ (zone sud 14 767 m³ + zone nord 12 276 m³ + zone centre 5 600 m³), soient 55 493 tonnes de déblais pyriteux non ennoyés sous la cote 0 m NGF (pour une densité estimée à 1,7) ;
- a présenté aux inspectrices des devis et commandes en cours, afin de débiter leur ennoiment dans le plan d'eau de la phase 3 au plus tôt en août 2024, pour une fin de chantier fin 2024 si les conditions météorologiques le permettent. Il estime le montant des travaux en interne (hors traitement vers un site externe) à plusieurs centaines de milliers d'euros soit un surcoût de traitement important lié à la nature potentiellement acidogène des déblais ;

que ces constats montrent que les conditions actuelles de gestion des déchets ne permettent pas d'assurer de manière pérenne l'absence d'impact sur l'environnement et qu'elles ne sont donc pas satisfaisantes ;

que ces constats constituent un manquement de la part de la société CBN aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2024 relatif aux « Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux » qui prévoit une immersion sous eau selon des modalités qui y sont définies ;

que, par ailleurs, les 55 493 tonnes ne pouvant pas encore être considérées comme correctement gérées puisque stockées dans des conditions non satisfaisantes, et compte tenu du délai écoulé (plus de 4 ans) depuis la réception des déchets sur le site de la société CBN, ce constat constitue également un manquement de la part de SNCF RESEAU à la réglementation relative aux déchets et en particulier aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article L.541-2 du code de l'environnement qui stipule :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge » ;

qu'ainsi, la société SNCF RESEAU, en qualité de producteur desdits déchets, est responsable de leur bon traitement selon les dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement ;

que le fait qu'il y ait eu différentes entreprises intermédiaires dans le transfert de ces déchets depuis l'Île-de-France vers la carrière d'YVILLE-SUR-SEINE est sans incidence vis-à-vis de la responsabilité du producteur qu'est SNCF RESEAU ;

que la société SNCF RESEAU, productrice des déchets, est solidairement responsable de la société CBN en cas de déclenchement d'une réaction d'oxydation créant des dommages sur l'environnement, en vertu des dispositions de l'article L.541-23 du code de l'environnement ;

qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions des articles R.541-12-16 et L.541-3 du code de l'environnement à l'encontre de la société SNCF RESEAU ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société SNCF RESEAU, dont le siège social est situé 15, rue Jean-Philippe Rameau 93200 SAINT-DENIS (Siret : **41228073720375**), est mise en demeure **avant le 31 décembre 2024** de respecter les dispositions suivantes de l'article L.541-2 du code de l'environnement, qui prévoient que :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge ».

Cette mise en demeure est réputée satisfaite si la société SNCF RESEAU s'assure et justifie, auprès de la DREAL, d'une gestion conforme à la réglementation de ses déblais pyriteux entreposés hors d'eau sur le site de la société CARRIÈRES ET BALLASTIÈRES DE NORMANDIE situé sur les communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE au lieu-dit « Les Sablons ».

Article 2 –

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.541-3 du code de l'environnement.

Article 3 –

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 –

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 –

Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6 –

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, les maires des communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROUEN, le

18 SEP. 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Réatrice STEFFAN